

AB/CP

PREFECTURE DE  
SEINE-&MARNE

Service des Etablissements Classés

N° 6782

INSPECTION du TRAVAIL  
de MEAUX

Reçu le 25 AVRIL 1967

N°

REPUBLIQUE FRANCAISE

M. Lyon

ACCUSE DE RECEPTION

D'UNE DECLARATION D'ETABLISSEMENT DANGEREUX,  
INSALUBRE OU INCOMMODE de 3ème CLASSE

(Application de la loi du 19 Décembre 1917)

Le Préfet du Département de Seine-et-Marne,

accuse réception à M. Bernard GAND directeur de "Repas Service" chemin de  
Boissière à Dammari-lès-Lys  
demeurant

de sa déclaration en date du 6 avril 1967

concernant l'installation à l'adresse ci-dessous d'un dépôt de 1600 Kgs de gaz  
combustibles liquéfiés emmagasinés dans deux réservoirs de 500 Kgs

Cet établissement est rangé dans la 3<sup>e</sup> classe des Etablissements dangereux, insalubres ou  
incommodes, et compris sous le N° 211 B II B de la nomenclature annexée au décret  
N° 58-451 du 15 Avril 1958.

Par application de la loi du 19 Décembre 1917, modifiée, M. GAND

devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les Etablissements  
de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à  
l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Le présent accusé de réception a trait uniquement à l'ouverture d'un établissement  
classé. Eventuellement, le déclarant aura à se pourvoir auprès des autorités compétentes pour  
obtenir toutes autorisations nécessaires (notamment celles relatives aux permis de construire  
et à l'occupation du domaine public).

Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration  
ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'industriel  
devra faire une nouvelle déclaration.

Destinataires:

- M. GAND
- le maire de Dammari-lès-Lys
- le sous-préfet chargé de l'arrdt de Melun
- le directeur départemental du travail et de  
la main d'œuvre inspecteur des Ets classés
- le directeur départemental de la protection  
civile (services d'incendie)

MELUN, le

20 AVRIL 1967

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le Directeur de l'Administration  
Générale de la Réglementation

Un exemplaire du présent récépissé sera déposé en mairie pour être communiqué sur place aux  
personnes intéressées.